

MÉDÉA

Bientôt le gaz

Plusieurs zones enclavées dans la wilaya de Médéa vont être raccordées au gaz naturel dans le cadre de la réalisation de la 2^{ème} tranche du programme quinquennal 2010-2015 du président de la République. Dans ce sens, Sonelgaz Médéa vient de signer plusieurs contrats avec des entreprises spécialisées dans la distribution publique du gaz naturel afin de pouvoir lancer cette opération tant attendue surtout au sein des populations démunies des régions éloignées et montagneuses du territoire de la wilaya du Titteri.

El Mihoub, Souaghi, Azizia, Khems-Djouamaâ, Ouled Maâref, Sedraya et Guelb-El-K'bir sont les localités visées par ce projet. Leur raccordement au gaz naturel s'étendra sur un réseau de 943 km et comptera 12 411 points.

Il est à signaler que Sonelgaz doit faire face à une importante demande de cet élément vital qui représente également l'un des moteurs du développement économique et social du pays. Les entrepreneurs, que la société de gaz et d'électricité a élus partenaires dans ce marché, ont promis de mener à bien et dans les délais leur mission afin d'écourter la souffrance des habitants de ces zones défavorisées, pour peu que les autorités concernées leur prêtent main-forte et coopèrent.

M. L.

Privés d'eau depuis dix jours !

Les habitants du pôle urbain de Ksar El Boukhari sont privés d'eau potable depuis plus d'une dizaine de jours, le fait qui a perturbé leur quotidien et leur a occasionné de gros désagréments.

La ville de Ksar El Boukhari, depuis la réalisation du mégaprojet des ressources en eau, est alimentée par le barrage d'Asserdoune depuis le mois de Ramadhan dernier. Mais apparemment, les choses ne se passent plus de cette façon puisque les robinets «ne se montrent cléments» qu'une fois tous les dix jours et parfois moins fréquemment que cela.

La situation ne semble pas s'améliorer et d'après nos interlocuteurs, les services concernés font la sourde oreille. «Que se passe-t-il réellement ?» C'est là, la question que tous ces citoyens se posent et à laquelle ils ne trouvent pas de réponse.

Cependant, ils lancent un appel pressant aux responsables pour que leur problème soit pris en charge et pour qu'ils puissent jouir d'une vie normale de nouveau et dans les plus brefs délais.

M. L.

RELIZANE

Des habitants réclament un meilleur cadre de vie

A première vue, ce qui attire l'attention, ce sont les poubelles entassées de manière anarchique en divers endroits.

Le quartier de la cité El Intissar, sis au chef-lieu de Relizane, ne répond malheureusement plus aux «normes de vie», pour reprendre l'expression d'un citoyen de cette cité populaire. En effet, à l'intérieur de ce quartier, à première vue, ce qui attire l'attention ce sont ces poubelles entassées de manière anarchique en divers endroits, rendant l'at-

mosphère irrespirable de puanteur.

Un habitant a mentionné, dans ce contexte, l'absence de lieux de collecte d'ordures ménagères. «Que coûte une benne à ordure pour l'APC ?», s'interroge notre interlocuteur.

Un autre, résidant depuis 15 ans dans ce quartier, explique que les habitants sont menacés de maladies à

transmission hydrique (MTH) en raison du phénomène de débordement des eaux usées. La saleté et la dégradation de l'environnement ont transformé cette cité en un bidonville.

Les habitants limitrophes des fermes font face à un autre problème. Il s'agit de la visite des sangliers dès la tombée de la nuit. «Les sangliers se transforment en animaux domestiques, sans oublier les rats !», dira un citoyen.

Les habitants rencontrés sur les

lieux n'ont pas hésité à exprimer leur ras-le-bol et soulever leurs problèmes. La route principale, empruntée par les transports en commun, est revêtue d'une vieille couche de goudron, mince et usée.

Ainsi, lorsque deux véhicules se croisent, l'un d'eux doit obligatoirement s'arrêter afin de céder le passage à cause de l'exiguïté de la route dont la largeur ne dépasse pas les trois mètres.

A. Rahmane

KHEMIS MILIANA

Arrestation de 3 dealers et saisie de 556 g de kif et 57 comprimés psychotropes

Les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana viennent de mettre fin aux activités criminelles de 2 dealers qui se consacraient au commerce de la drogue.

Cette opération a pu être menée grâce à l'exploitation de renseignements récoltés suivis d'investigations menées par les enquêteurs. Ces renseignements faisaient état d'un commerce de kif traité au niveau d'un des quartiers de la ville.

Les agents de sécurité ont commencé d'abord par interpellé un individu qui avait sur lui une dose de 3,7 g. Ce dernier a indiqué le lieu où il a acquis la drogue. Remontant à la source du trafic, les policiers mandatés par le procureur de la République, ont ensuite procédé à une perquisition dans un domicile suspect. L'un des suspects a été arrêté sur les lieux tandis que son frère a pu prendre la fuite.

Néanmoins, les enquêteurs ont pu mettre la main sur un paquet contenant 553,2 grammes de kif, caché à l'arrière d'un frigidaire, et d'une somme de 8 millions de centimes, fruit de la vente de drogue.

L'individu arrêté, âgé de 31 ans, après avoir été entendu par le procureur de la République, a été mis en détention provisoire pour trafic de stupéfiants. Le frère de l'inculpé, âgé de 40 ans demeurant à Boumedfaâ, en fuite, est activement recherché.

Par ailleurs, toujours à Khemis Miliana, et de source policière, il a été mis fin à un autre trafic de drogue sous la forme de commerce de comprimés psychotropes.

Le démantèlement de cet autre trafic a pu se faire aussi par exploitation de renseignements faisant état de ce commerce par un individu au niveau du marché de fruits et légumes, au centre-ville de Khemis Miliana, au lieu dit «El Hofra».

La police a d'abord procédé à son identification puis sa mise sous surveillance discrète. Toujours de source policière l'on indique qu'au moment de son interpellation, l'individu avait sur lui 50 comprimés et une somme d'argent de 16 800 DA attribuée au fruit du commerce auquel il se livrait.

Dans la même période, un autre individu âgé de 37 ans, signalé comme se livrant à la vente de psychotropes a été appréhendé au niveau du quartier Souffay, alors qu'il circulait sur une motocyclette. Au moment de son interpellation, il avait sur lui 7 comprimés psychotropes de différentes marques

et une arme blanche, en l'occurrence un couteau de type Okapi.

Comme le revendeur de kif, les deux revendeurs de psychotropes, après avoir été entendus par le procureur de la République, ont été placés sous mandat de dépôt et écroués.

Karim O.

BOURACHED

(AÏN-DEFLA)

Une femme tuée par un camion en pleine nuit sur l'autoroute

Une femme, âgée d'une cinquantaine d'années, a été heurtée par un camion Hyundai H65, jeudi, peu après 4h du matin. Sous la violence du choc, la femme est morte sur le coup, son corps a subi aussi le choc de plusieurs véhicules qui roulaient à la suite du camion. Le chauffeur du camion a été identifié. Après l'intervention des éléments de la gendarmerie qui ont dressé le constat d'usage, une équipe de la Protection civile a évacué le corps de la défunte à la morgue de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn-Defla.

Selon les informations dont nous disposons, la femme, n'ayant aucun document sur elle, n'a pas encore été identifiée. Le chauffeur du camion a été entendu par les gendarmes. Que faisait cette femme à 4 h du matin ce jour là, sur la chaussée de l'autoroute, en ce lieu isolé ? D'où venait-elle ? Quelles sont les circonstances précises qui ont prévalu à ce drame ? C'est à l'enquête ordonnée par le procureur de la République de répondre à ces questions.

K. O.

MÉCHERIA

Journée d'études sur les catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles ont été à l'ordre du jour d'une journée d'études organisée par la daïra de Mécheria.

L'objectif spécifique de cette journée vise à sensibiliser la population sur «le comment prendre ses précautions» en cas de catastrophe naturelle, éviter ou limiter les dégâts en cas d'évènement.

Dans leurs interventions, les P/APC de Mécheria, de A/B/Khéilil et d'El-Biodh, les services de la Protection civile, de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté, ainsi que ceux des travaux publics (DTP), de l'hydraulique, des télécom etc., ont fait le point sur les problématiques des risques naturels, où plusieurs thèmes sur les inondations et les séismes ont été abordés et développés par les intervenants.

L'occasion était aussi pour l'assistance, notamment les présidents de quartier, la société civile et les citoyens d'intervenir et de débattre sur le sujet. «A la moindre goutte de pluie, c'est le désastre», dira un citoyen, car il y va aussi des erreurs humaines. Les bureaux d'études et les services techniques ont été aussi au centre des débats et des critiques,

qui, à vrai dire, ne jouent pas complètement leurs rôles, les bâtis et les assainissements des terres agricoles ont été réalisés dans les lits des oueds les obligeant à sortir de leur lit, et pour justifier ses dires, un citoyen n'a pas manqué de citer l'exemple de la construction du lycée d'El-Biodh dans un oued. Un autre citoyen parlera du rail qui est très élevé et qui cause des crues ; les détritits abandonnés par les entreprises aux abords des routes et le manque de nettoyage des avaloirs, causent aussi des débordements et des rues submergées.

Un des présidents de quartier a également évoqué le problème de la panique : la panique, dira-t-il, gagne les citoyens, à chaque tonnerre, au moment des fortes pluies diluviennes, la neige, ou le vent de sable, les habitations vétustes menaçant effondrement.

Enfin, plusieurs recommandations ont été retenues à l'occasion de cette journée d'études pour faire face au contexte des risques naturels. En somme, nul n'est à l'abri des catastrophes, qu'elle qu'en soit la nature.

B. Henine